

**1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE**

**1966**

# LE DISCOURS DE PHNOM PENH

En visite au Cambodge, de Gaulle  
défie les Américains en proclamant « le droit  
des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Rendue possible  
par la fin de la guerre d'Algérie, cette révolution  
diplomatique est le fruit d'une lente maturation,  
qui le voit rompre avec une politique étrangère  
séculaire braquée sur l'empire. Mais il n'ira pas  
jusqu'à abandonner les possessions  
françaises dans le Pacifique : elles sont trop  
nécessaires à la dissuasion nucléaire  
et à l'indépendance qu'il revendique  
en pleine guerre froide.

---

CHRISTOPHER E. GOSCHA

Professeur agrégé au département d'histoire à l'université du Québec  
à Montréal, il a publié de nombreux articles  
et livres sur l'Indochine française et la guerre d'Indochine.



**E**n ce 1<sup>er</sup> septembre 1966, une belle matinée s'annonce à Phnom Penh. La pluie a cessé et tout est fin prêt lorsque le président Charles de Gaulle s'avance vers le micro pour s'adresser à près de cent mille personnes venues l'écouter au stade olympique de la capitale cambodgienne. Le prince Norodom Sihanouk, assis sur l'estrade juste à côté, ne peut contenir sa joie. Voilà plusieurs mois que le chef de l'État cambodgien mobilise la population pour recevoir cet « illustre visiteur » et lui prodiguer « un accueil comme on n'en a jamais vu et comme on n'en verra jamais plus<sup>1</sup> ». Dans les gradins, douze mille enfants, parfaitement à l'unisson, brandissent des panneaux colorés pour former les mots « amitié franco-khmère », « Vive de Gaulle » et créer un portrait géant de ce dernier.

Sihanouk n'a rien laissé au hasard, et pour cause : le dirigeant cambodgien a cruellement besoin du soutien de son homologue français tandis que la guerre engagée au Vietnam voisin déborde sur son pays. Depuis 1965, les Américains envoient des troupes au Sud-Vietnam et bombardent l'Indochine afin de prévenir une prise de contrôle communiste. Contre toute attente, Sihanouk réclame la neutralité de son pays et exige que les Américains et leurs alliés locaux la respectent. De Gaulle comble ses attentes : avec éclat, il proclame son soutien à la neutralité du Cambodge, condamne « l'appareil guerrier américain », tout en appelant Washington à négocier la fin du conflit au Vietnam.

Mais de Gaulle a aussi besoin de Sihanouk. La visite à Phnom Penh permet au président français de légitimer ses

propres efforts en vue d'échafauder une politique étrangère indépendante pour la France au sein d'un système international dominé depuis 1945 par la guerre froide entre Washington et Moscou. Dans son discours de Phnom Penh, de Gaulle déclare le soutien de son pays à la neutralisation de l'Indochine. Mais ce faisant, il vise deux autres objectifs : affirmer publiquement, et cela depuis le « tiers monde », ses distances avec le leadership de Washington et entériner la fin de l'empire en tant que composante centrale de la politique étrangère française. Pour mesurer la signification de cette reconfiguration diplomatique, il faut situer le discours de de Gaulle à Phnom Penh dans son contexte global remontant à 1945.

#### LA QUESTION VIETNAMIENNE

Personne n'aurait jamais imaginé à la fin de la Seconde Guerre mondiale que Sihanouk et de Gaulle pourraient devenir d'ardents anticolonialistes deux décennies plus tard. Couronné roi du Cambodge par les autorités de Vichy en 1941, Sihanouk servit les Français fidèlement tout au long de la guerre. Contrairement à Bao Dai au Vietnam, qui avait supplié de Gaulle de ne pas lancer la reconquête de son pays après la défaite infligée par les Alliés aux occupants japonais de l'Indochine en 1945, Sihanouk avait favorablement accueilli le nouveau haut commissaire envoyé par le Général en Indochine et signé l'accord de 1946 faisant du Cambodge le premier membre de la Fédération indochinoise et, de fait, de l'Union française. Or, lorsque les nationalistes cambodgiens firent de plus en plus pression sur les Français pour qu'ils accordent au pays la pleine indépendance, Sihanouk réalisa

très vite à quel point persister dans la voie d'une collaboration coloniale, à une époque marquée par l'accélération du processus de décolonisation, pourrait lui coûter cher.

De l'autre côté de la frontière, l'armée de Ho Chi Minh combattait les Français pour mettre fin à leur contrôle sur le Vietnam, de la même manière que les Indiens, les Birmans et les Indonésiens luttèrent pour leur indépendance nationale. Sihanouk lança donc en 1953 sa célèbre « Croisade royale pour l'indépendance » qui le conduisit à Paris, Washington et, par la suite, sur le site des ruines ancestrales d'Angkor Vat. Il ne rentrerait dans la capitale, avait-il insisté, qu'une fois que les Français auraient accordé l'indépendance. Préoccupés par la planification de la bataille contre l'armée de Ho Chi Minh à Diên Biên Phu, les Français finirent par céder, et en novembre, Sihanouk put faire son retour triomphal à Phnom Penh. Ce fut avec stupéfaction que les colonialistes français et les nationalistes cambodgiens suivirent la métamorphose du plus loyal monarque de l'empire en Père dévoué de la nation. « Messieurs, le roi est fou », disait de Sihanouk le commandant des troupes françaises au Cambodge, « mais c'est un fou génial<sup>2</sup>. »

De Gaulle n'était pas au départ plus anticolonialiste que Sihanouk. Comme tant de dirigeants de sa génération, il croyait à l'empire et à sa pérennité. Les colonies tenaient traditionnellement une place essentielle dans la diplomatie française, la politique de grandeur et l'image du pouvoir. Si de Gaulle avait pu organiser pendant la Seconde Guerre mondiale son gouvernement en exil à Alger, « terre française », c'était grâce à l'existence de l'empire. Mais s'ilôt revenu dans la France libérée en 1944, il envoya l'armée en

Indochine et, au lieu de reconnaître la nation vietnamienne que Ho Chi Minh avait déclarée indépendante après la défaite japonaise, il ordonna le rétablissement de la souveraineté française. Lorsque Paul Mus, un éminent spécialiste de l'Asie et résistant pendant la guerre, pressa de Gaulle en 1945 de reconnaître le nationalisme vietnamien, le général le congédia simplement de ces mots : « Monsieur Mus, nous rentrons en Indochine, parce que nous sommes les plus forts<sup>3</sup>. » Un an plus tard, la guerre gagna tout le Vietnam et de Gaulle en était en grande partie responsable. À partir de 1950, le soutien sino-soviétique apporté au Vietnam de Ho Chi Minh et l'appui américain prêté aux Français firent de l'Indochine, à l'instar de la Corée, l'un des conflits les plus dévastateurs de la guerre froide, jusqu'à ce qu'un cessez-le-feu ne soit finalement conclu à Genève en 1954. Au terme de cette entente, le pays fut divisé en deux Vietnam, du nord et du sud.

#### UNE NOUVELLE DIPLOMATIE NEUTRALISTE

De Gaulle et Sihanouk étaient l'un comme l'autre de nouveaux venus parmi ceux qui voulaient suivre une troisième voie entre les deux blocs opposés de la Guerre froide. Depuis la victoire communiste en Chine en 1949, le déclenchement de la guerre de Corée un an plus tard et l'intensification simultanée de la guerre d'Indochine, des États asiatiques récemment décolonisés – l'Inde, la Birmanie et l'Indonésie principalement – avaient été les premiers à frayer une voie neutraliste, dans l'espoir qu'elle leur permettrait de rester à l'écart de la guerre froide, qui progressait dans la région via la Corée et l'Indochine. À la déception de Paris et

de Washington, en 1950, l'Inde et la Birmanie reconnurent la Chine communiste. Lorsque l'Alliance atlantique pressa Nehru et Soekarno de reconnaître le nouvel État vietnamien de Bao Dai, soutenu par les Français, au lieu de celui dirigé par Ho Chi Minh pour le camp communiste, les deux hommes refusèrent de prendre parti.

Le chef de la diplomatie chinoise, Zhou Enlai, s'intéressa de près à cette trajectoire non alignée née en Asie au début des années 1950. Il observa que l'Inde, l'Indonésie et la Birmanie avaient refusé les tentatives américaines de les incorporer dans un réseau d'alliances destiné à endiguer la Chine. Pendant la conférence de Genève sur l'Indochine, Zhou et Nehru s'accordèrent sur le droit des nouveaux États décolonisés et non communistes en Asie d'établir une voie neutraliste dans la guerre froide. En échange, les Chinois s'engagèrent à ne pas exporter le communisme. La Chine soutint ainsi les appels indonésiens et indiens en faveur d'une neutralisation de la région, et de l'Indochine en particulier, dans le but de contrecarrer les tentatives américaines d'incorporer ces États dans l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (Otase, 1954). Cela expliquait aussi pourquoi Zhou accepta sans hésiter l'invitation à assister à la conférence afro-asiatique organisée à Bandung en 1955 sous l'égide de Nehru, Soekarno et Nasser.

Sihanouk avait reçu la même invitation et s'y précipita pour lancer une nouvelle diplomatie neutraliste. À son retour, il élargit les relations diplomatiques au-delà du bloc occidental, qui avait reconnu son pays en 1950, en incluant l'Union soviétique en 1956, la Chine en 1958 et le reste du bloc communiste. En 1955, il déclina la protection de

DE GAULLE COMBLE LES ATTENTES DE SIHANOUK :  
AVEC ÉCLAT, IL PROCLAME SON SOUTIEN À  
LA NEUTRALITÉ DU CAMBODGE, CONDAMNE  
« L'APPAREIL GUERRIER AMÉRICAIN », TOUT EN  
APPELANT WASHINGTON À NÉGOCIER LA FIN  
DU CONFLIT AU VIETNAM.

l'Otase. Et tandis que les Américains appuyaient de toute leur force le Sud-Vietnam et menaçaient de poursuivre la guerre au Laos, les relations de Sihanouk avec Washington se détériorèrent. Les Américains le suspectaient de pencher vers les communistes du fait de son neutralisme, tandis que Sihanouk craignait de subir un sort identique à celui de Ngo Dinh Diem, assassiné en 1963 après un coup d'État soutenu par les Américains. Deux ans plus tard, Sihanouk coupait ses relations avec Washington.

#### L'ISOLEMENT DE PARIS APRÈS-GUERRE

Bien qu'il ait quitté la présidence en 1946, de Gaulle avait lui aussi commencé à faire marche arrière dès 1953 et à revenir sur son opposition farouche au Vietnam de Ho Chi Minh. Après la mort de Staline, le cessez-le-feu en Corée et l'annonce de la politique de « coexistence pacifique » prônée par Khrouchtchev, il s'était mis à envisager la possibilité que la France puisse, elle aussi, jouer un rôle indépendant entre les deux blocs. Il se rallia à la paix négociée en Indochine en 1954 par Mendès France et Zhou Enlai, et appuya de plus en plus les démarches menées par des dirigeants asiatiques pour « neutraliser » l'Indochine<sup>4</sup>.

COMME TANT DE DIRIGEANTS DE SA GÉNÉRATION,  
DE GAULLE A LONGTEMPS CRU À L'EMPIRE  
ET À SA PÉRENNITÉ. LES COLONIES TENAIENT  
TRADITIONNELLEMENT UNE PLACE ESSENTIELLE  
DANS LA DIPLOMATIE FRANÇAISE, LA POLITIQUE  
DE GRANDEUR ET L'IMAGE DU POUVOIR.

Mais les efforts prolongés de la France pour garder l'empire comme composante centrale de sa diplomatie empêchèrent Paris de rallier ces États anticolonialistes qui rejoignaient le système international en plus grand nombre depuis 1945. La guerre d'Algérie, qui éclata seulement quelques mois après le cessez-le-feu en Indochine, le démontra clairement. En envoyant l'armée en Afrique du Nord, la France ne fit que renforcer sa dépendance diplomatique envers Washington, tout en s'isolant de ces pays nouvellement décolonisés intégrant le système international. L'action militaire conjointe menée en 1956 par la France, Israël et l'Angleterre contre l'un des pays organisateurs de « Bandung », l'Égypte de Nasser, renforça davantage l'isolement de Paris et suscita la colère des dirigeants non occidentaux comme Nehru.

#### LIBÉRÉ DU CARCAN COLONIAL

L'ironie a voulu que si la guerre d'Algérie a propulsé de Gaulle au pouvoir en 1958, ce n'est qu'en y mettant fin par les accords d'Évian en 1962 que le Général a pu concrétiser son projet en gestation de libérer la politique extérieure française de son carcan colonial et, ainsi, de se donner par la suite un

soutien afro-asiatique plus large pour libérer la France de sa subordination aux Américains au sein de l'Alliance atlantique. On ne sait pas si le Général avait déjà à l'esprit une telle « grande stratégie » diplomatique avant ou depuis son retour au pouvoir en 1958. Mais une fois les accords d'Évian entérinés, il ne perdit pas son temps pour suivre un chemin plus indépendant. À l'instar de Sihanouk décidant de rejeter l'Orase après la conférence de Genève, de Gaulle prit immédiatement ses distances vis-à-vis des Américains et de l'Ortan en retirant, en 1962, la flotte française de l'Atlantique et de la Manche. Au début de l'année 1964, il normalisa les relations françaises avec la Chine communiste, condition *sine qua non* pour devenir « neutre », tout comme les pays asiatiques l'avaient fait avant lui. Toujours en 1964, le général mit effectivement fin à la participation française à l'Orase et promut, à la stupéfaction de la Maison Blanche, la neutralisation de l'Indochine. Il apporta son entier soutien aux dirigeants laotiens qui s'étaient servis du neutralisme pour se sortir d'une crise majeure de la guerre froide en 1962. Entre-temps, il se rendit à Moscou et veilla à améliorer les relations avec le bloc communiste eurasiatique. Il se rallia au nationalisme non occidental et tendit les bras vers le « Tiers monde » comme jamais il ne l'avait fait auparavant, notamment à l'occasion d'une tournée en Amérique latine en 1964. Enfin, au début de l'année 1966, au moment où les Américains intensifiaient la guerre au Vietnam et juste avant de partir pour le Cambodge, il retira la France du système intégré de l'Ortan et lança cette remarque restée célèbre : « Nous ne sommes pas disposés à accompagner les Américains dans toutes les aventures où ils jugeront bon de se lancer<sup>5</sup> ».

Voici donc le contexte plus large dans lequel il convient de situer le discours de de Gaulle au Cambodge, pays non occidental, ancienne colonie, voisin de ce Vietnam dans lequel les Américains s'enlisaient. À Phnom Penh, grâce à Sihanouk, de Gaulle put enfin s'exprimer sans détours. Il proclama le soutien français au neutralisme du Cambodge et défendit le droit des pays postcoloniaux à « disposer d'eux-mêmes », une expression qu'il embrassait désormais après l'avoir longtemps rejetée catégoriquement. Osant une analogie coloniale qui rendit furieux les Américains, il rapela à Washington qu'il était impossible que les Asiatiques « se soumettent à la loi de l'étranger venu de l'autre rive du Pacifique, quelles que puissent être ses intentions ». Il alla même plus loin en dépeignant les Américains comme de dangereux agresseurs. Leur escalade militaire au Vietnam était à ses yeux « de plus en plus proche de la Chine, de plus en plus provocante à l'égard de l'Union soviétique, de plus en plus réprouvée par nombre de peuples d'Europe et d'Afrique, d'Amérique latine et, en fin de compte, de plus en plus menaçante pour la paix du monde ».

Mais tout aussi important fut l'admission de la part de de Gaulle que l'empire ne tenait plus la place prépondérante qu'il avait occupée jusqu'à la guerre d'Algérie dans la diplomatie française : « La position de la France est prise [...] en mettant délibérément un terme à des combats stériles sur un terrain que, pourtant, ses forces dominaient sans conteste, qu'elle administrait directement depuis cent trente-deux ans et où étaient installés plus d'un million de ses enfants. Mais comme ces combats n'engageaient ni son honneur ni son indépendance, et qu'à l'époque où nous

DANS SON DISCOURS, DE GAULLE DÉFEND LE DROIT DES PAYS POSTCOLONIAUX À « DISPOSER D'EUX-MÊMES », UNE EXPRESSION QU'IL EMBRASSE DÉSORMAIS APRÈS L'AVOIR LONGTEMPS REJETÉE CATÉGORIQUEMENT.

sommes ils ne pouvaient aboutir à rien qu'à des pertes, des haines, des destructions sans cesse accrues, [la France] a voulu en sortir sans qu'aient, de ce fait, souffert, bien au contraire, son prestige, sa puissance et sa prospérité<sup>6</sup>. » Sans les accords d'Évian en 1962, le discours de de Gaulle à Phnom Penh aurait été impossible.

#### UNE RÉVOLUTION DIPLOMATIQUE ?

Sihanouk ne pouvait en croire ses oreilles. En prononçant ces mots, de Gaulle venait de prendre position, d'affirmer un nouveau neutralisme défiant Washington et de faire alliance avec le monde décolonisé. S'agirait-il d'une révolution diplomatique ? Oui, dans la mesure où de Gaulle rompait avec une politique étrangère séculaire braquée sur l'empire. Oui, aussi, dans la mesure où de Gaulle instaura une diplomatie indépendante de l'Alliance atlantique sous l'égide américaine. Oui, enfin, dans la mesure où la politique gaulliste confirmait que l'ordre mondial n'était plus « bipolaire ». Les actions du Général montraient aussi que Mao Zedong n'était pas le seul à contester le droit des « super puissances » de 1945 à mener la danse internationale dans leurs propres blocs, et encore moins dans le « Tiers-monde »<sup>7</sup>.

Pour autant, il ne faut pas exagérer la rupture franco-américaine ni la « révolution diplomatique » gaullienne. Phnom Penh n'était pas la destination finale de la tournée du Général en 1966. La dernière étape de ce voyage était l'Océanie française – Nouméa, les Nouvelles-Hébrides et Tahiti, puis retour en France via les Caraïbes françaises. L'objectif de ce voyage mondial était en définitive d'inspecter les sites et les terrains d'essais nucléaires dans le Pacifique au moment où la France s'appropriait à devenir une puissance nucléaire et à développer sa force de frappe indépendante de l'Alliance atlantique. Et si de Gaulle avait lâché l'Algérie, où avait eu lieu le premier essai nucléaire français au Sahara, il n'avait nullement l'intention de décoloniser les territoires français du Pacifique. En 1968, les Français testèrent leur première bombe thermonucléaire grâce aux dernières parcelles de leur empire. La décolonisation eut manifestement ses limites, même pour de Gaulle et sa révolution diplomatique.

#### NOTES

1. « M. Argod, ambassadeur de France à Phnom Penh à M. Couve de Murville, ministre des Affaires étrangères », le 30 août 1966, *Documents diplomatiques français*, tome II, 1966, p. 544.
2. Sihanouk, Norodom, *L'Indochine vue de Pékin*, Paris, Le Seuil, 1972, p. 54.
3. Domenach, Jean-Marie, « Paul Mus », *Esprit*, n° 10, octobre 1969, p. 605.
4. Turpin, Frédéric, *De Gaulle, les gaullistes et l'Indochine*, Paris, Les Indes savantes, 2005 et *De Gaulle et le tiers-monde*, Paris, Éditions A. Pedone, 1984.
5. Lacouture, Jean, *De Gaulle, 3. Le souverain, 1959-1970*, Paris, Le Seuil, 1986, p. 434.

6. Texte intégral du discours prononcé le 1<sup>er</sup> septembre 1966 à Phnom Penh par le général de Gaulle, *Le Monde*, 2 septembre 1966.
7. Lorenz Lüthi, *Rearranging International Relations: Journal of Cold War Studies* (Winter 2014), pp. 11-145.

#### DU MÊME AUTEUR

- \* *Un État né de la guerre*, Paris, Armand Colin, 2011.
- \* *Indochine ou Vietnam?*, Paris, Vendémiaire, 2015.
- \* *The Penguin History of Modern Vietnam*, Londres, Penguin / Random House, 2016.